

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

16 août 2010

PROPOSITION DE LOI

**interdisant de porter dans les lieux
et espaces publics des tenues vestimentaires
masquant le visage**

(déposée par M. Filip De Man et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

16 augustus 2010

WETSVOORSTEL

**betreffende de invoering van een verbod
op het dragen van gelaatverhullende
gewaden in openbare ruimten
en op openbare plaatsen**

(ingediend door de heer Filip De Man c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à interdire le port de tenues vestimentaires masquant le visage dans les lieux et espaces publics.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het dragen van gelaatverhullende gewaden in openbare ruimten en op openbare plaatsen te verbieden.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
sp.a	:	socialistische partij anders	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kft; COM: zalmkleurige kft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes:</i> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be	<i>Bestellingen:</i> Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition de loi DOC 52 0433/001.

La polémique qui fait toujours rage, en Belgique comme à l'étranger, concernant l'interdiction du port du foulard et d'autres signes religieux, a montré que, dans notre pays aussi, l'insécurité juridique régnait à ce sujet. La Belgique n'a pas de législation spécifique en la matière. Nous estimons qu'il n'appartient pas aux écoles, aux fonctionnaires ou aux juges de se prononcer individuellement sur la question. Celle-ci nécessite une prise de position claire, ainsi que l'a confirmé la Cour constitutionnelle allemande en septembre 2003 (*"De Standaard"*, 28 septembre 2003). Nous estimons dès lors que le port ostensible de certains signes religieux démonstratifs doit être réglé par la loi.

Notre Constitution garantit la liberté de religion et il n'appartient pas au pouvoir législatif de déterminer le contenu des conceptions philosophiques, ni celui des prescriptions et des rituels qui s'y rattachent. Que l'on nous comprenne donc bien: les pouvoirs publics n'ont pas à intervenir dans l'organisation interne d'une religion ni à se mêler de ses caractéristiques intrinsèques.

En revanche, on doit bien garder à l'esprit que cette liberté en matière de conception philosophique n'est pas absolue et que d'autres dispositions d'ordre constitutionnel et universel (CEDH) doivent être respectées. La loi interdit les mariages forcés, de même que, par exemple, le refus de transfusion sanguine, la clitoridectomie et l'infibulation chez les mineurs d'âge, que ces pratiques soient liées ou non à des conceptions philosophiques.

La loi impose également des restrictions à la pratique de l'abattage rituel. Dans son article 9, § 2, la CEDH dispose explicitement que la liberté de religion peut faire l'objet de restrictions prévues par la loi et qui, dans une société démocratique, sont nécessaires à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

C'est là précisément que le bât blesse. Nul ne peut nier que le port de tenues vestimentaires couvrant le visage entrave fortement la communication verbale et non verbale. Or, ce type de communication fait partie des modes relationnels qui caractérisent fondamenta-

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt, in aangepaste vorm, de tekst over van het voorstel DOC 52 0433/001.

Gezien de aanslepende polemiek in binnen- en buitenland rond het al dan niet verbieden van hoofddoeken en andere religieuze symbolen, bestaat ook in ons land hierover rechtsonzekerheid. België heeft geen specifieke wetgeving hieromtrent. Het is ons inziens geen individuele zaak voor scholen, ambtenaren of rechters om zich hierover uit te spreken, maar vereist een duidelijke stelling, tot wat ook het Duitse Grondwettelijk Hof in september 2003 heeft opgeroepen (*De Standaard*, 28 september 2003). Het ostentatief dragen van bepaald verregaande religieuze symbolen moet naar onze mening dan ook bij wet worden geregeld.

De godsdienstvrijheid is in dit land grondwettelijk verzekerd en het is niet aan de wetgevende macht om de inhoud van levensbeschouwingen, noch van de daartoe verbonden voorschriften en rituelen te bepalen. Laten we duidelijk zijn dat men zich in de interne organisatie en inhoudelijke karakteristieken niet hoeft te mengen.

Wel moet men er degelijk rekening mee houden dat deze levensbeschouwelijke vrijheid niet absoluut is, maar dat ook andere bepalingen van de grondwet en universele wetgeving (EVRM) dienen te worden gerespecteerd. Gedwongen huwelijken en bijvoorbeeld weigering van bloedtransfusies, clitoridectomie en infibulatie bij minderjarigen zijn – ongeacht het hier gaat om al dan niet levensbeschouwelijke praktijken – bij wet verboden.

Ook aan de praktijk van rituele slachtingen worden door de wet beperkingen opgelegd. Het EVRM voorziet volgens artikel 9, § 2, letterlijk in beperkingen van de godsdienstvrijheid die in de wet kunnen worden voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van de openbare veiligheid, voor de bescherming van de openbare orde, gezondheid of zedelijkheid of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen.

En daar wringt precies het schoentje. Niemand kan ontkennen dat gelaatsbedekkende gewaden de verbale en non-verbale communicatie grotendeels in de weg staan. Nochtans is deze communicatieve expressie één van de cruciale omgangsvormen die eigen zijn

lement notre société. Les troubles de la communication résultant du port de ce genre de tenues peuvent donc porter atteinte à l'ordre et être socialement destructurants.

En outre, il est absolument nécessaire que les forces de l'ordre, par exemple, puissent identifier et reconnaître les individus afin de garantir la sécurité de chacun dans les lieux ou espaces publics. Quiconque porte une tenue vestimentaire qui masque le visage, non seulement ne se conforme pas aux normes en vigueur en matière de communication, mais ne remplit pas non plus l'obligation de se rendre reconnaissable pour des raisons de sécurité publique.

Enlever une tenue vestimentaire qui couvre le visage est une opération compliquée et qui prend du temps, alors que les contrôles d'identité doivent pouvoir être effectués rapidement et sans trop de difficultés. En outre, le port de ce genre de tenue constitue un danger potentiel pour la sécurité routière.

Nous nous insurgeons aussi contre les arguments religieux eux-mêmes qui légitiment le port d'un voile couvrant le visage. Certains de ces arguments religieux, en effet, peuvent être réfutés au nom des valeurs fondamentales qui sont également en cause. La burqa, par exemple, représente indubitablement une atteinte aux droits fondamentaux de la femme. La morale sexuelle qui sous-tend la burqa nous dit clairement que toute femme qui ne se couvre pas est considérée comme un objet de désir potentiel dont on peut disposer sans retenue. Selon cette morale, les hommes ne sont apparemment pas capables de se maîtriser suffisamment et ne savent pas comment canaliser leur sexualité.

Il s'ensuit que la responsabilité des abus sexuels doit être recherchée du côté des femmes qui en sont victimes, et, pour reprendre les termes de l'ayatollah Rafsandjani cités dans l'ouvrage *"Price of Honor"* de Jan Goodwin que: "Les femmes ont le devoir de se couvrir la tête, parce qu'il émane de leurs cheveux des vibrations qui excitent les hommes, les abusent et les corrompent."

Le port de ce voile couvrant le visage symbolise donc le statut de la femme opprimée, passive, silencieuse et invisible", ce qui est fondamentalement contraire à la position (légale) qui est celle de la femme dans notre société. Pour cette raison aussi, il faut que la loi interdise le port de toute tenue vestimentaire couvrant le visage en tant qu'expression d'une conviction religieuse.

Par ailleurs, la tendance croissante à la radicalisation, qui fait du port du voile couvrant le visage une forme d'expression (politique) provocatrice et fondamentaliste,

aan onze samenleving. Communicatiestoornissen die ontstaan bij het dragen van dergelijke gewaden kunnen bijgevolg de orde in het gedrang brengen en leiden tot sociale ontwrichting.

Daarenboven is de identificatievereiste en herkenbaarheid (bijvoorbeeld tegenover de ordediensten) een strikte noodzaak om de veiligheid van eenieder in openbare ruimten of op openbare plaatsen te garanderen. Wie een gelaatsbedekkend gewaad draagt, verzaakt op die manier niet enkel aan de vigerende normen inzake communicatie, maar ook aan de vereiste zichzelf kenbaar te stellen ten einde de openbare veiligheid te waarborgen.

Het uitdoen van gezichtsbedekkende gewaden is omslachtig en tijdrovend, terwijl identiteitscontroles snel en zonder al te veel problemen moeten kunnen worden uitgevoerd. Ook houdt het dragen van een dergelijk gewaad een potentieel gevaar in voor de verkeersveiligheid.

Maar ook keren we ons tegen de godsdienstige argumenten zelf, die het dragen van een gelaatsbedekkende sluier legitimeren. Bepaalde godsdienstige argumenten kunnen immers worden ontkracht ten gunste van fundamentele waarden die mede in het geding zijn. De burka bijvoorbeeld staat ontegensprekelijk voor een beknotting van de fundamentele rechten van de vrouw. De seksuele moraal die achter bijvoorbeeld de burka steekt, leert ons duidelijk dat iedere vrouw die niet is bedekt, wordt aanzien als een potentieel lustobject die je zomaar kan grijpen. Jongens beschikken volgens deze moraal blijkbaar niet over voldoende zelfbeheersing en weten niet hoe ze met hun seksualiteit om dienen te gaan.

Dit brengt met zich mee dat de schuld van seksuele misbruiken moet worden gezocht bij het vrouwelijke slachtoffer, of zoals de beroemde ayatollah Rafsanjani wordt geciteerd in *"Price of Honor"* van Jan Goodwin: "Het is de plicht van vrouwen om hun hoofd te bedekken, omdat het haar van vrouwen vibraties uitstraalt die mannen opwinden, misleiden en corrumperen".

Het dragen van dergelijke gezichtsbedekkende sluiers symboliseert bijgevolg de onderdrukte, passieve, stemloze en 'onzichtbare' status van de vrouw, iets wat fundamenteel in strijd is met de bij ons (door wet geregelde) gangbare positie van de vrouw. Ook omwille van deze argumentatie moet een gelaatsbedekkend gewaad, als uiting van een geloofsovertuiging, bij wet worden verboden.

Daarnaast vormt de toenemende radicaliseringstendens, die maakt dat de gezichtsbedekkende sluier verwordt tot een provocerende, fundamentalistische

est un argument important à l'appui de la présente proposition, qui vise à interdire le port de tenues vestimentaires masquant le visage. Quand on sait qu'il y a quelques années, Kalim Siddiqui, le fondateur du parlement musulman britannique, affirmait déjà que la femme qui porte le hidjab porte en même temps le drapeau de l'islam et affirme ainsi ouvertement et de façon provocante que la civilisation occidentale est inacceptable pour elle et que cette civilisation est une peste pour l'humanité, nul ne peut nier que le voile couvrant le visage proclame pour le moins un message identique.

Des interprétations de l'islam permettent d'ailleurs de renoncer à certaines prescriptions en cas de force majeure (comme celui d'une interdiction prévue par la loi).

Nous proposons dès lors de compléter l'article 563 du Code pénal par un alinéa 6 interdisant le port de tenues vestimentaires dissimulant le visage dans les lieux et espaces publics.

(politieke) uitingsvorm, een belangrijk argument dat ons voorstel tot het verbieden van gezichtsverhullende gewaden rechtvaardigt. Wanneer enkele jaren geleden Kalim Siddiqui, de stichter van het Britse moslimparlement, al stelde dat een vrouw die de hidjaab draagt daardoor ook de vlag van de islam draagt en daarbij openlijk en uitdagend zegt dat de westerse beschaving onaanvaardbaar voor haar is, een ziekte is en een pest is voor de mensheid, dan kan niemand erom heen dat de gezichtsverhullende sluiers op zijn minst eenzelfde boodschap uitdragen.

Interpretaties van de islam voorzien trouwens in de mogelijkheid om aan bepaalde voorschriften te verzuken, wanneer men overmacht (zoals een verbod bij wet geregeld) kan invoeren.

Derhalve stellen we voor in artikel 563 van het Strafwetboek een zesde lid toe te voegen dat het dragen van gelaatsverhullende gewaden in openbare ruimten en op openbare plaatsen verbiedt.

Filip DE MAN (VB)
Alexandra COLEN (VB)
Rita DE BONT (VB)
Barbara PAS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Bert SCHOOF (VB)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code pénal, il est inséré un article 563*bis*, rédigé comme suit:

“Art. 563*bis*. Seront punis d'une amende de quinze euros à vingt-cinq euros et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, sauf dispositions légales contraires, se présentent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables.

Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations festives.”

Art. 3

Dans l'article 119*bis* de la nouvelle loi communale, inséré par la loi du 13 mai 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1. dans le § 2, alinéa 3, les mots “ou 563, 2° et 3°” sont remplacés par les mots “563, 2° et 3°, et 563*bis*”;

2. dans le § 7, 1°, les mots “ou 563, 2° et 3°” sont remplacés par les mots “563, 2° et 3°, et 563*bis*”;

3. dans le § 8, alinéa 2, les mots “et 563, 2° et 3°” sont remplacés par les mots “563, 2° et 3°, et 563*bis*”.

20 juillet 2010

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet

Art. 2

In het Strafwetboek wordt een artikel 563*bis* ingevoegd, luidende:

“Art. 563*bis*. Met geldboete van vijftien euro tot vijftientwintig euro en met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van deze straffen alleen worden gestraft, zij die zich, behoudens andersluidende wetsbepalingen, in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn.

Het eerste lid geldt echter niet voor hen die zich in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn, en wel krachtens arbeidsreglementen of een politieverordening naar aanleiding van geestactiviteiten.”

Art. 3

In artikel 119*bis* van de Nieuwe Gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999 en laatst gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. In § 2, derde lid, worden de woorden “en 563, 2° en 3°” vervangen door de woorden “563, 2° en 3°, en 563*bis*”;

2. In § 7, 1°, worden de woorden “of 563, 2° en 3°” vervangen door de woorden “563, 2° en 3°, en 563*bis*”;

3. In § 8, tweede lid, worden de woorden “en 563, 2° en 3°” vervangen door de woorden “563, 2° en 3°, en 563*bis*”.

20 juli 2010

Filip DE MAN (VB)
Alexandra COLEN (VB)
Rita DE BONT (VB)
Barbara PAS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Bert SCHOOF (VB)